

INFO 430 OULED RAHMOUN

« **NON** au 19 mars »

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenus à votre attention :

1/ La ville d'OULED RAHMOUN devenue OULED RAHMOUNE à l'indépendance

Dans l'Est algérien culminant à 675 mètres d'altitude, la ville d'OULED RAHMOUN, située au Sud-est de CONSTANTINE, est distante de 16 km de la localité de LE KHROUBS (s'écrit aussi LE KHROUB).



Présence turque 1515 - 1830 Berberie

Territoire sous influence du Beylick Turc de Constantine.

Présence Française 1830 - 1962

Au moment de la pénétration française en 1830, il n'y avait guère de ces réseaux routiers que des vestiges, et d'inqualifiables sentiers, propres aux seuls déplacements de l'homme ou de bête.

Il va s'en dire que, dès les premiers jours, l'administration militaire, puis l'administration civile se préoccupèrent de cet état des choses. En 1844 Monsieur de RODON eut, l'idée de construction d'une ligne ferrée.

En 1877 le général Chanzy, gouverneur général de l'Algérie, concluait avec la Société des Batignolles une concession des deux lignes de Duvivier à Souk-Ahras et de Guelma au Kroubs, lignes ouverts les 29 juin 1879 et 30 juin 1881.

Aperçu historique de la région

A la tête d'une expédition partie de BÔNE, le général VALEE prit CONSTANTINE le 13 octobre 1837 et le 7 octobre 1838 il fondait PHILIPPEVILLE. Dès lors et progressivement les colons s'installèrent dans la région au fur et à mesure de la pacification militaire. Mais le fait capital qui caractérise, dans l'histoire du bassin occidental de la Méditerranée, la seconde moitié du 19^{ème} siècle, est l'installation dans la partie centrale du Maghreb musulman d'un demi-million d'Européens chrétiens, parmi lesquels 200.000 propriétaires ou cultivateurs de la terre enracinés profondément au sol conquis. Si l'on étudie l'évolution de cette colonisation agricole, il importe de rechercher d'une part quel fut le « mode de colonisation », d'autre part quelle fut la « marche de la colonisation » : le *mode* et la *marche* de la colonisation sont d'ailleurs étroitement liés

l'un à l'autre, de même que l'un et l'autre se rattachent directement au développement historique et militaire de la conquête. Avant d'aborder l'étude exclusivement géographique de la marche colonisatrice, il est donc nécessaire de rappeler brièvement sous quels différents régimes législatifs s'est opérée la pénétration de l'Algérie par les colons agricoles français.

Il eut cinq périodes dans l'histoire de la colonisation, mais dans le cas présent nous en citerons trois :

1^{ère} période : 1830 – 1840 1^{er} essai : L'arrêté du 27 septembre 1836 décide que l'on accordera gratuitement des lots d'une superficie moyenne de 4 hectares aux personnes qui s'engageront à les mettre en culture dans l'espace de trois années et à construire une maison sur un alignement donné. A la fin de 1839, l'on a ainsi concédé 2743 ha à 316 familles formant une population de 1580 individus, sur 27204 habitants qui constituent l'effectif total de la colonie. C'est la période du début.

2^{ème} période : Le Maréchal BUGEAUD et son système (1840 – 1851).

Fidèle à sa devise *'ense et aratro'*, BUGEAUD fait consacrer, par l'arrêté du 18 avril 1841, le système de la concession gratuite des terres, dont malheureusement l'ordonnance centralisatrice du 21 juillet 1845 atténue les bons effets en imposant la sanction royale à tout acte de concession. En 1851, l'on a concédé 101 675 nouveaux hectares ; la population rurale compte 42 493 individus, sur une colonie de 131 283 européens. C'est une brillante période de peuplement.

3^{ème} période : Le Maréchal RANDON et son système (1851 – 1860).

Pour donner aux colons le crédit nécessaire à la mise en valeur de leurs concessions, RANDON fait signer le décret du 26 avril 1851, qui substitue à la simple promesse de propriété sous conditions un titre de propriété immédiate et transmissible, mais avec clauses résolutes. En 1860, l'on a concédé 251 556 nouveaux hectares, la population rurale s'élève à 86 538 individus. L'accroissement de la population n'a donc pas été proportionnel aux surfaces concédées ; la spéculation sur les terres a entravé l'œuvre de peuplement.

Le nouveau centre du KROUBS et de ses deux satellites, dont **OULED RAHMOUNE**, est issu de cette dernière condition.



Hôtel restaurant "La Resclause " années 1920

Centre créé en **1856** dans le département et l'arrondissement de Constantine, érigé en commune en 1863.

« KHROUB » est un mot arabe qui signifie trou. Elle a été habitée par une tribu arabe nommée CHORFA. Son histoire remonte au début de l'histoire. La tombe du roi numide « Massinissa » est à 3 km à l'Est de la ville à l'endroit nommé « SOUMAË ». Les études historiques affirment que Massinissa était un des rois du royaume numide dont la capitale était « Cirta » c'est-à-dire la ville de Constantine actuelle. Le nom vient du roi romain Constantin.

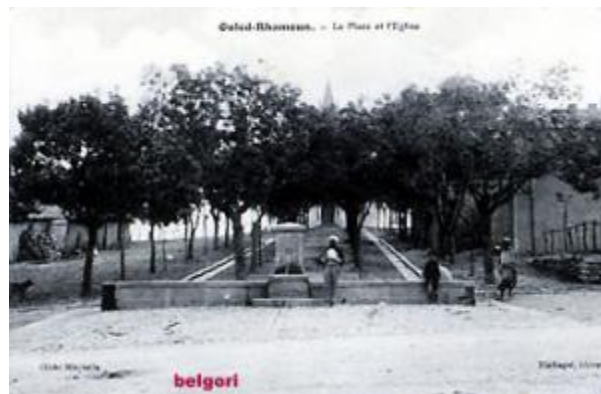
Mais l'étalement urbain de la ville ne s'est accentué qu'après la conquête de Constantine par les français en 1836. Les autorités administratives françaises ont tout de suite pris la décision, en date du 6 août 1858, faisant de LE KHROUBS (**ndlr : prononciation d'alors**) déviation du nom « kherba », un centre colonial ; cette date correspond avec l'arrivée des colons incitée par les autorités militaires françaises.

A leur arrivée, les européens vont occuper les alentours de Constantine, c'est ainsi que la ville de LE KHROUBS a connu un étalement urbain, en se transformant et en s'agrandissant. L'occupation de la ville bouleverse l'ordre établi et façonne l'espace et le modèle à l'usage des nouveau-venus. A l'image de toutes les villes algériennes, LE KHROUBS a subi un réaménagement colonial, et devient donc commune par décret royal du 8 mars 1837. Cette commune réunit **OULED RAHMOUN** et le secteur de BENBADIS, deux régions caractérisées par la production des céréales et les grandes cultures ainsi que par l'élevage des bovins et les ovins.

La production des fruits et légumes était aussi importante dans cette commune riche en ressources en eau avec ses rivières qui coulent tout le long de l'année. Toutes ces conditions réunies sont suffisantes pour encourager l'installation des colons qui ont construit leurs fermes pour exploiter ces richesses en mettant en œuvre leur savoir faire.

La région de Constantine se développa progressivement depuis l'année 1854 qui vit naître des centres de colonisations dont AÏN SMARA, OUED ATMENIA et AÏN M'LILA ; en 1859 les colons s'établirent à LAMBLECHE, au KROUBS et à **OULED RHAMOUN**. En ce lieu, en 1861, il a été recensé 164 Européens pour décliner à 133 en 1897.

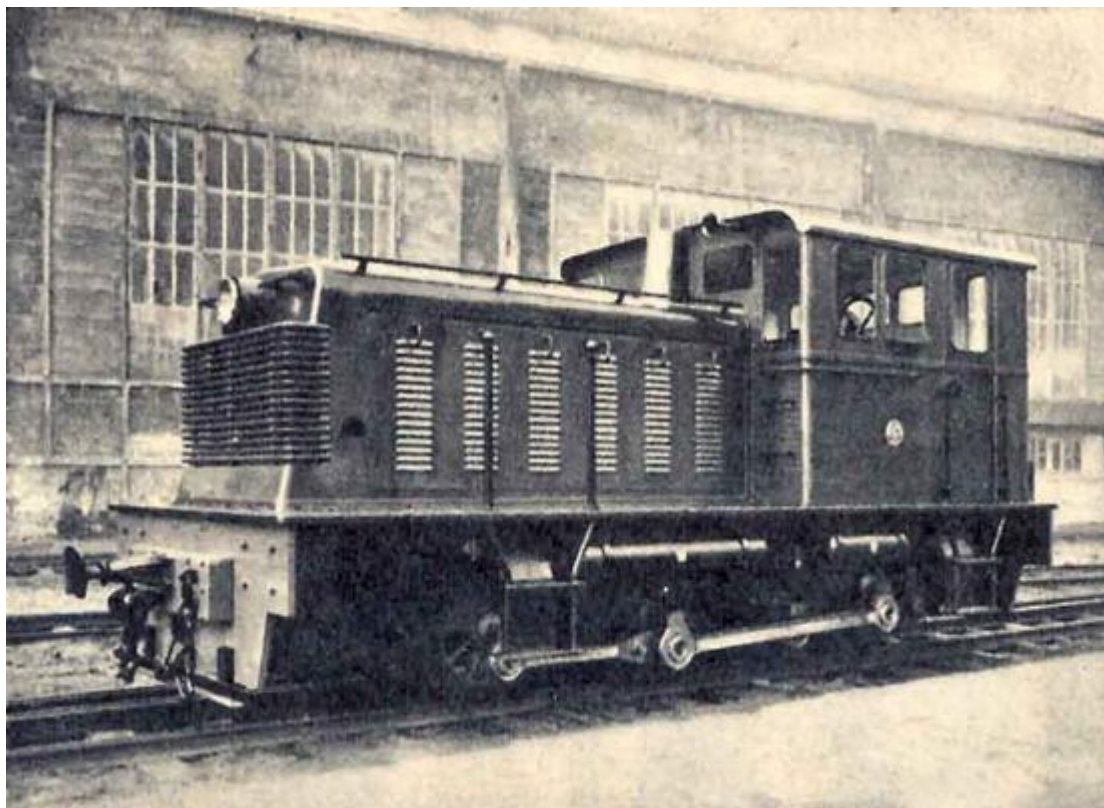
Pendant la période française, la ville et la région de LE KHROUBS vont connaître une évolution urbaine relativement rapide et plus particulièrement après 1887 avec la construction de pôles d'habitations pour les habitants et diverses structures administratives indispensable au fonctionnement de la région : Mairie et ses annexes, écoles, marché, église et même plus tard une tour de contrôle militaire aérienne.



La Place et l'Eglise

Le Chemin de fer

Il va s'en dire que, dès les premiers jours, l'administration militaire, puis l'administration civile se préoccupèrent de cet état des choses. En 1844 Monsieur de RODON eut, l'idée de construction d'une ligne ferrée.



En 1877 le général CHANZY, gouverneur général de l'Algérie, concluait avec la Société des Batignolles une concession des deux lignes de DUVIVIER à SOUK-AHRAS et de GUELMA au KROUBS, lignes ouverts les 29 juin 1879 et 30 juin 1881.

Source : http://www.seybouse.info/seybouse/infos_diverses/mise_a_jour/maj57.html



OULED RHAMOUN

Auteur Louis ARNAUD : un extrait....

« Les Bônois avaient tout lieu de penser que lorsque viendrait l'heure de la construction d'une voie ferrée pour desservir AÏN BEÏDA, cette voie viendrait, tout naturellement, suivant les routes que les nomades, les marchandises et les diligences avaient toujours suivies depuis les temps les plus reculés, rejoindre OUED ZENATI et aboutir à BÔNE par le chemin de fer de BÔNE à GUELMA, qui depuis 1877, avait été prolongé jusqu'au KHROUBS. Hélas, dans ces spéculations d'avenir, si faciles parce qu'elles étaient conformes à la logique même, le Bônois ne tenaient compte des sombres desseins que nourrissaient à leur endroit les Constantinois et les Philippevillois.

La récente construction, si difficilement et si onéreusement réalisée, de la ligne directe de Constantine à Philippeville aurait dû tenir en éveil. Ils savaient bien que cette ligne n'était pas naturellement rentable, pour employer une expression chère au monde des affaires, puisqu'il avait fallu employer l'argument suprême et impérieux, de la défense nationale pour décider le Parlement à autoriser son établissement.

Ils auraient dû penser, dès lors, que pour alimenter son trafic, on allait tenter d'arracher, tant à l'Ouest qu'à l'Est du département, les marchandises et les produits agricoles nécessaires à assurer son trafic.

En 1871, à la suite d'une pétition signée par tous les habitants de Bône, le Gouverneur général à qui elle était adressée, s'était nettement rangé de leur côté et avait adopté le tracé d'un chemin de fer allant de Bône à Tébessa en passant par GUELMA, SEDRATA et AÏN BEÏDA que cette pétition préconisait. Il n'y avait, à l'époque de cette pétition, aucune ligne d'intérêt secondaire dans le département, et, c'était la première fois que la question des chemins de fer était posée à Bône. Le tracé de cette ligne de Bône à Tébessa que proposaient les pétitionnaires, était certainement le plus rationnel. Il pénétrait dans le Sud-est Constantinois sans avoir à escalader, pour aller à Tébessa, les monts de Souk-Ahras et atteignait des centres, comme La MESKIANA et SEDRATA qui n'ont pas encore de chemin de fer et qui n'en auront probablement jamais, en raison des progrès que font journellement les transports automobiles routiers. Le Gouverneur général, comme de juste, avait cru devoir demander l'avis du Conseil Général de Constantine.

Le Préfet de Constantine, monsieur DESCLAUZAS avait donc soumis la question au Conseil général qui, dans sa séance du 19 avril 1872, avait émis d'emblée un vote favorable à la prise en considération du vœu unanime des habitants de Bône.

Ces derniers étaient donc en droit de s'estimer satisfaits, et ils attendaient, sans aucune appréhension, que le Parlement fut saisi de la question, comme c'est la règle en matière de création de nouvelles lignes de chemin de fer.

En 1874, la construction de la ligne Bône à Guelma avait permis aux bônois de penser qu'il s'agissait de la réalisation de la première étape de leur projet de 1871. Le prolongement jusqu'au KHROUBS, en 1877, de cette ligne n'avait pu que les maintenir dans cette idée puisque OUED ZENATI ou AÏN ABID, pouvait partir un embranchement vers LA MESKIANA – AÏN

BEÏDA et TEBESSA.

Il n'y avait donc rien eu d'anormal dans le déroulement des faits depuis la séance du Conseil général du 19 avril 1872 qui put susciter la moindre méfiance de leur part.

Tandis que les Bônois s'endormaient dans les délices de Capoue, en faisant de beaux rêves d'avenir, les Constantinois et les Philippevillois s'apprêtaient au combat :

Les gens de la région d'AÏN BEÏDA réclamaient toujours le chemin de fer qu'on leur avait promis depuis longtemps et qui leur était indispensable pour évacuer leurs produits.

Le 15 mars 1879, la question des futures lignes ferroviaires à créer en Algérie, vint enfin devant le parlement. Parmi elle figurait la ligne qui devait relier AÏN BEÏDA à AÏN ABID, dernier tronçon du tracé qui avait l'objet de la pétition unanime de la population de Bône et qui avait déjà reçu l'adhésion du Gouvernement général de l'Algérie, en 1871, et du Conseil général de Constantine, le 19 avril 1872.

Les partisans du port de Philippeville avaient naturellement présenté un contre-projet qui reliait AÏN BEÏDA à la gare des OULED RAHMOUN, et, ce qui était mieux, ils avaient travaillé sourdement dans les couloirs en faveur de leur projet.

La commission des travaux publics de la Chambre des Députés, pour parvenir à cette décision, n'avait envisagé que le seul intérêt du port de Philippeville, alors qu'elle aurait dû se soucier uniquement de celui de la région d'AÏN BEÏDA et avoir le souci de ne contrarier les lois naturelles.

AÏN BEÏDA, de par ces lois, était indiscutablement tributaire du port de BÔNE. Elle est placée à l'extrémité d'une ligne droite exactement perpendiculaire à la côte partant du port de BÔNE et les vallées de l'Oued CHERF et de la SEYBOUSE indiquaient, tout naturellement, la route à suivre pour arriver à ce port.

En outre, le trajet d'AÏN BEÏDA à AÏN ABID, sur la ligne de BÔNE au KROUBS, était appelé à desservir les importants centres agricoles de LA MESKIANA et de SEDRATA.

Aucun de ces arguments n'avait cependant retenu l'attention de la Commission qui avait chargé l'un de ses membres, Monsieur le député JOURNAULT, de rédiger et de déposer sur le bureau de la Chambre, un rapport concluant à l'adoption de la variante AÏN BEÏDA – OULED RAHMOUN.

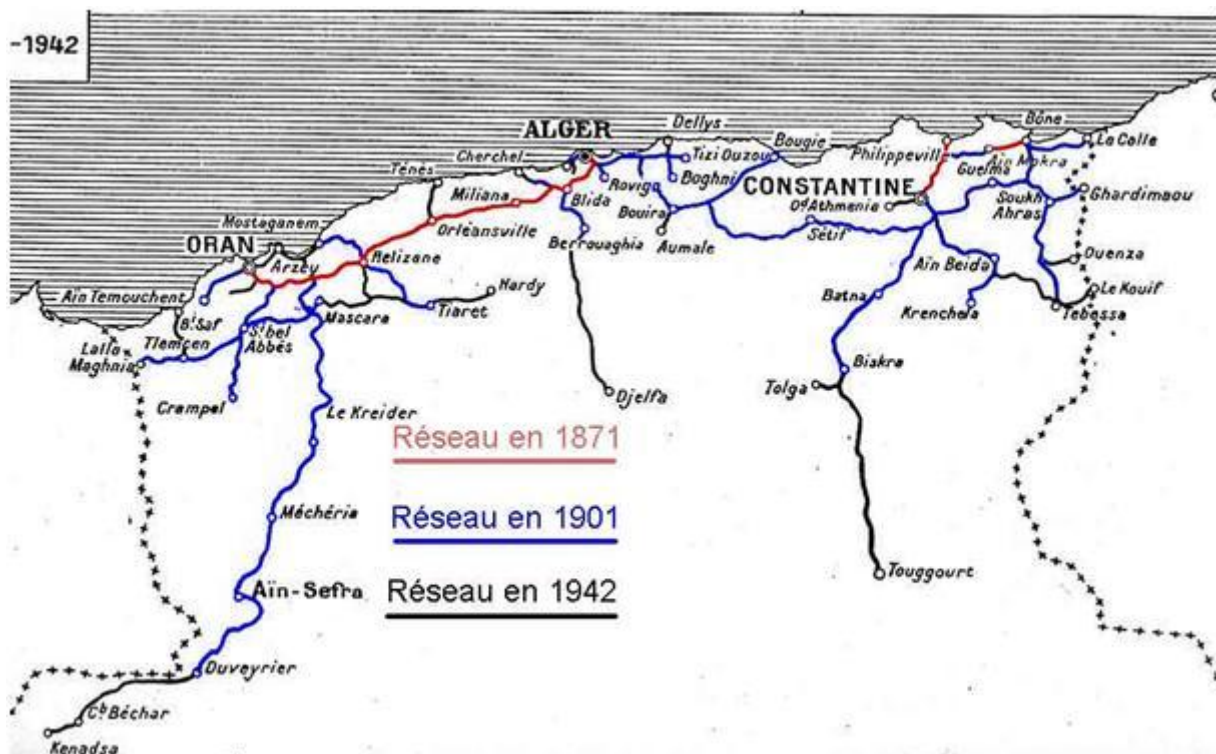
Voici les termes exacts du passage de ce rapport concernant l'adoption proposée :

« AÏN BEÏDA renferme dans ses environs des mines et des forêts importantes. PHILIPPEVILLE et BÔNE sont donc intéressés à s'en disputer le trafic »...

« Votre commission a pensé que CONSTANTINE et PHILIPPEVILLE devaient avoir la préférence, comme compensation de la perte que fera nécessairement subir à ces deux villes, la construction de la ligne SETIF – BOUGIE. Elle écarte donc la variante qui aboutirait à AÏN ABID ».

Pouvait-on dire plus clairement que l'on spoliait BÔNE pour compenser un dommage éventuel que subirait la ligne CONSTANTINE – PHILIPPEVILLE, lorsqu'on construirait le chemin de fer de SETIF à BOUGIE ?

Pouvait-on mieux faire apparaître la parfaite inutilité de la construction de la ligne CONSTANTINE – PHILIPPEVILLE, puisque le SETIF-BOUGIE, qui figurait au premier rang du programme des voies ferrées à établir dans le département, aurait suffi à évacuer vers la mer toute la production agricole et minière de l'Ouest Constantinois, en même temps que le port de BÔNE, avec le chemin de fer de la compagnie BÔNE – GUELMA, assurerait l'écoulement des produits de l'Est ?



Ce rapport de M. JOURNAULT est aussi très intéressant pour établir la véritable raison de l'établissement de la ligne choisie et de l'agrandissement du port de PHILIPPEVILLE. En effet M. JOURNAULT parle « de la perte que fera nécessairement subir à ces deux villes (Constantine et Philippeville) la construction de la ligne SETIF – BOUGIE ». Pourquoi parler de Constantine, puisque la variante proposée par la Commission n'aboutirait qu'à la gare des OULED RAHMOUN. C'est-à-dire à une trentaine

de kilomètres de Constantine ?

S'il ne s'agit que d'une question d'embranchement plus ou moins rapproché du chef-lieu pour favoriser l'expansion des voyageurs vers lui, le choix de la gare d'AÏN ABID n'aurait pas été moins avantageux pour Constantine.

AÏN ABID n'est, en effet, qu'à 40 km à peine de cette ville, c'est-à-dire, à 10 km de plus d'OULED RAHMOUN. Ce n'est certainement pas la question d'allonger d'une dizaine de km le parcours à accomplir par les voyageurs, ou les produits venant au chef-lieu qui a pu être déterminante dans la prise en considération de la variante AÏN BEÏDA – OULED RAHMOUN. Non, à vrai dire, il ne s'agit que d'un lapsus calami de l'honorable rapporteur de la Commission qui, étant donné l'insistance particulièrement intéressée des Constantinois en faveur de la variante OULED RHAMOUN, avait dit croire sincèrement que la ville de Constantine allait économiquement pâtir d'une orientation de trafic autre que celle qui le ferait transiter par OULED RAHMOUN.



La Gare

Si monsieur JOURNAULT avait connu la topographie des lieux, il se serait certainement rendu compte que le chef-lieu n'aurait matériellement pas du tout été atteint par l'adoption du projet se raccordant à la gare d'Aïn Abid sur la voie principale. Le chef-lieu n'avait donc, pour lui-même, aucune raison d'ordre de matériel et économique, pour soutenir le tracé AÏN BEÏDA-OULED RAHMOUN.

S'il le soutenait, ce n'était que pour enlever à la région bônoise l'appoint particulièrement notable du Sud-est Constantinois et, cela toujours, dans le but d'empêcher la croissance trop rapide de BÔNE que tout paraissait prédestiner au plus florissant avenir... »

NDLR : Il y a lieu de préciser que la voie ferrée, ligne PHILIPPEVILLE-CONSTANTINE, 87 km, a été inaugurée le 1^{er} septembre 1870.



Une vue sur le versant qui donne sur la route Le KHROUBS – BENBADIS.

EPILOGUE de cette ligne :

L'essor simultané du trafic automobile (après 1918) et du déficit d'exploitation de la ligne, KOLEA-ALGER, entraîna sa fermeture en 1935, ainsi que la fermeture de l'antenne de CASTIGLIONE ouverte au trafic en 1903. Les rails furent déposés, à une date ignorée, pour être récupérés et réutilisés ailleurs après l'armistice de 1940 et surtout après la rupture des relations avec la Métropole à la suite du débarquement américain du 8 novembre 1942 en Algérie.

Ces rails ont alors permis à la voie ferrée d'OULED RAHMOUN à TEBESSA et vers la TUNISIE, de supporter la surcharge de transport de munitions, de ravitaillement et de troupes vers le front tunisien après l'occupation de la Tunisie par les nazis en Mai 1943.



Ligne d'Ain-Beida - Khenchela :

Par arrêté en date du 4 décembre 1903, le gouverneur général a prononcé l'expropriation pour cause de possession d'urgence, des parcelles de terrain nécessaires à l'établissement du chemin de fer d'intérêt local d'AÏN BEÏDA à KHENCHELA.

<i>Distances</i>	<i>Dates</i>	<i>Longueurs</i>	<i>Voies</i>
<i>Ouled Rhamoun à Aïn Beida</i>	<i>1889</i>	<i>92 Kms</i>	<i>1,00 m</i>
<i>Aïn-Béïda à Khenchela</i>	<i>1905</i>	<i>54 Kms</i>	<i>1,00 m</i>
<i>Aïn-Béïda, Oulmène à Tébessa</i>	<i>1926</i>	<i>114 Kms</i>	<i>1,00 m</i>

Il y a lieu de préciser que la doyenne fut la ligne Bône à Aïn-Mokra (32,5 Km), opérationnelle en 1859.

Monuments mégalithiques dans la région :

- Roknia : immense nécropole mégalithique (3.000 dolmens).
- Djebel Mazala : importante nécropole dolménique.
- Dolmens de Salluste.
- Dolmens de Djebel Ksaïbi : Ouled Rahmoun à 32 km de Constantine.
- Dolmens au Sud-est de Constantine (Sigus).



Beaucoup de dolmens dans la région montagneuse de Bounouara (à 30 km de Constantine) relevant de la commune d'OULED RAHMOUN. Néanmoins, un grand nombre de ces monuments mégalithiques ont été saccagés, suite à des fouilles, à la recherche de trésors, en relation avec la teneur des dégâts.

DEMOGRAPHIE :

Année 2008 = 26.132 habitants

Monument aux morts : Qu'est-il devenu ?

Le relevé n°57272 mentionne **28 noms de soldats** "MORT pour la FRANCE" au titre de la guerre 1914-1918, à savoir :

■ ■ AïB Youcef (Mort en 1917) – AMRANI Mohamed (1914) – AOUI Hamli (1916) – BADAOUI Salah (1915) – BELLOUADJ Lounès (1918) – BOUABELLOU Ziedi (1914) – BOUKRA Tahar (1916) – BRAHIM Ben Laïfi (1919) – CAMBON Fernand (1916) – CHOUGUI Brahim (1917) – DEHINI Mohammed (1918) – FOUGHALI Miloud (1919) – GHODBANE Ali (1918) – GUESMIA Ahmed (1918) – HAMLAOUI Bachir (1916) – HUBICHE Constant (1915) – KARFASSI Rebah (1915) – KHATTAF Ahmed (1914) – MOHAMMED Ben Ammar (1916) – NEDJAÏ Ramdan (1915) – PAPADACCI Nicolas (1915) – REDJEM Salah (1914) – RIEDINGER Louis (1915) – SAOULA Tahar (1918) – TOUFOUTI Lahouès (1918) – YAHIAOUI Ahmed (1918) – ZARDIZI Mohamed (1915) – ZEGRIRI Amar (1916) - ■ ■

SYNTHESE réalisée grâce aux sites ci-dessous :

ET si vous souhaitez en savoir plus sur OULED RAHMOUN, cliquez SVP, au choix, sur l'un de ces liens :

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit_0025-8296_1977_num_29_2_1727

http://www.seyhouse.info/seyhouse/infos_diverses/mise_a_jour/maj57.html

http://encyclopedie-afn.org/BIGEARD_Marcel

<http://www.memorial-genweb.org/~memorial2/html/fr/resultcommune.php?dpt=9352&idsource=57272&table=bp09>

http://www.sntf.dz/index.php?option=com_content&view=article&id=182&Itemid=58&lang=fr

<http://www.pierre-le-cycliste.fr/El-Mebdoua.lbn-Ziad.Blog/>

<http://www.nouara-algerie.com/article-celui-qui-sait-d-ou-il-vient-par-karim-tedjani-122163313.html>

<http://elearn.umc.edu.dz/vf/proceeding/GestionActivitesLocales/francais/COMM%201.pdf>

<http://emigrationalgerie.centerblog.net/4.html> (KARLE)

[http://www.africaciel.com/afrique/portail/index/Constantine_\(Alg%C3%A9rie\).html#P.C3.A9riode_fran.C3.A7aise](http://www.africaciel.com/afrique/portail/index/Constantine_(Alg%C3%A9rie).html#P.C3.A9riode_fran.C3.A7aise)

2/ Faut il Parler La Francarabia

Pour avoir enseigné durant presque 17 ans au pays, je pense que je peux, un petit chouia, vous donner mon avis sur le problème de la langue parlée en Algérie ou tout au moins ce que "les milieux autorisés" désignent comme langue OFFICIELLE. D'abord, qu'est-ce qu'une langue ? Si ce n'est qu'un instrument de savoir, un véhicule de l'expression, de la culture, des arts entre personnes. C'est tout au moins ce qui nous différencie des animaux... Quoi que je ne suis pas sûr ce point.

D'abord, qu'est-ce qu'une langue ? Si ce n'est qu'un instrument de savoir, un véhicule de l'expression, de la culture, des arts entre personnes. C'est tout au moins ce qui nous différencie des animaux... Quoi que je ne suis pas sûr ce point. Oui, les cris des animaux, pourquoi sont-ils différents selon qu'ils se bagarrent, qu'ils discutent calmement, qu'ils font les beaux (pour les mâles) pour conquérir la dulcinée et que sais-je encore ?

Non, j'ai été et je reste outré par la gestion de ce point important. Oui, j'ai été outré et même quelque fois malade de savoir que nous allions nous engager dans une voie sans issue. Je me préparais juste à couvrir ma tête pour amortir le choc car le mur auquel nous nous dirigeons était tout près.

Extrait [...]

Oui, posons les fameux jalons : En **1962**, il y avait, allez à la louche, presque 10 millions d'Algériens... Aucune statistique officielle nous donne exactement le taux d'alphabétisation de ceux que l'on appelait EMMSSAKANES "LES INDIGENES". Mais, tout le monde est d'accord pour reconnaître que ce taux était plus près de 100 que de 0. Là, tout le monde est d'accord.

Mais gageons d'un fait tangible : tous les **Algériens parlaient l'arabe et comprenaient le français**. Bien sûr qu'on comprenait le français. Je me souviens que même dans les campagnes, la vieille dame de 70 ans pouvait se faire comprendre à la mairie, je n'invente rien. J'avais 9 ans en 1962 et j'ai vu l'une des cousines de ma grand-mère dans un petit village près de Constantine, allez je plonge et je vous donne le nom **OULED RAHMOUN** pour ceux qui connaissent, oui, cette cousine, de prime abord illettrée OILLAH, je l'ai vue MESKINNA, parler un français que le préposé de la poste comprenait. Quand elle allait pour retirer la pension de son époux, le préposé n'avait pas intérêt à lui refiler des timbres à la place d'espèces sonnantes et trébuchantes.

Ceci est pour la caricature. Le drame, c'est que l'on a voulu très vite, nous faire apprendre un arabe que je ne comprenais pas. Je me souviens que ma première année d'arabe en 5^e du lycée Ben Boulaïd de Batna, ont nous gavaient de notions d'arabe, comme si, durant nos 7 premières années de l'école primaire, on avait appris l'arabe !... C'est vous dire le résultat.

Pour ma génération, passe encore, on avait des rudiments d'arabe et avec notre instruction en français, on arrivait à concilier les deux langues. Quoi que la délivrance est arrivée lorsque nous sautions le pas pour rentrer à l'université. Pour ma part un institut de formation agricole. Parce que là, l'arabe est confiné dans un rôle, enfin un petit rôle et nous mordions dans les sciences (en français) à pleines dents....

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.bahdja.com/point-de-vue/item/255-faut-il-parler-la-francarabia.html>

3/ L'Algérie autorise l'exploitation du gaz de schiste



[Le feu vert a été donné par le président Abdelaziz Bouteflika le 21 mai 2014, en Conseil des ministres.© Reuters]

Le président Abdelaziz Bouteflika a donné son feu vert pour l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste, lors du Conseil des ministres tenu le mercredi 21 mai. Les réserves du pays sont estimées à 19 800 milliards de mètres-cubes, selon l'administration américaine.

Pour préparer l'après-pétrole, l'Algérie mise sur les hydrocarbures non conventionnels. Lors du conseil des ministres du 21 mai, le président Abdelaziz Bouteflika a donné son feu vert pour l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste. L'Algérie est classée au 3^e rang mondial, juste après la Chine et l'Argentine, en termes de réserves de gaz de schistes récupérables, selon les données du département américain de l'information sur l'énergie. Elles sont estimées à 707 000 milliards de pieds cubes (environ 19 800 milliards de mètres cubes), situées essentiellement dans les bassins de Mouydir, Ahnet, Berkine-Ghadames, Timimoun, Reggane et de Tindouf (Sud).

Avec cette décision, le pays se prépare à l'épuisement annoncé des réserves d'hydrocarbures conventionnels. Celles-ci sont estimées à 12,2 milliards de barils de pétrole et de 4,5 mille milliards de mètres cubes de gaz naturel. "C'est suffisant pour une génération", note Nazim Zouieouche, ancien PDG du groupe pétrolier public Sonatrach.

Capacités financières limitées...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : http://economie.jeuneafrique.com/index.php?option=com_content&view=article&id=22175

4/ Racisme en France : entretien avec Bariza Khiari, vice-présidente du Sénat français

Bariza Khiari, d'origine algérienne, est première vice-présidente du Sénat français. Membre du Parti socialiste (PS), elle parle dans cet entretien de l'affaire Kedadouche et du problème de racisme en France.

L'affaire Zaïr Kedadouche a suscité une vive polémique en France...



Je ne suis pas au courant des faits concernant ce dossier. Donc je refuse de me prononcer sur ce cas précis. Je sais que M. Kedadouché est allé loin dans la dénonciation. Il a donné son dossier aux défenseurs des droits avant de porter plainte auprès du procureur de la République. Je ne mets pas du tout en doute son sentiment d'humiliation. Mais sur quels faits ses accusations sont-elles basées ? Que s'est-il exactement passé avec lui ? Il faut qu'il nous le dise. Ce que je peux vous dire également et vous affirmer, c'est que le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius est quelqu'un qui regarde les compétences des gens. Et ces compétences, pour lui, effacent l'appartenance. Laurent Fabius m'a soutenue au Parti socialiste alors que je suis une Française musulmane d'origine algérienne. Et je sais que je ne serais pas aujourd'hui première vice-présidente du Sénat si Laurent Fabius ne m'avait pas accordé son soutien et sa confiance. Je ne peux pas imaginer une seconde qu'il soit impliqué dans ce genre d'affaire.

N'y a-t-il pas une réelle montée du racisme en France ?

Bien sûr ! **Nicolas Sarkozy a distillé dans le corps de la nation française une islamophobie d'État.** Il a été ministre de l'Intérieur puis président de la République. Au bout de dix ans, les choses commencent à s'imprimer dans la tête des gens. Il faut se souvenir des réunions sur la question de l'identité nationale dont les préfets étaient chargés et les débats sur le halal, la burqa, les rencontres sur la laïcité versus islam. D'ailleurs, c'est peut-être pour cette raison que Nicolas Sarkozy a perdu l'élection présidentielle de 2012. Les musulmans de France n'ont pas voté pour François Hollande mais contre Nicolas Sarkozy.

Avez-vous déjà subi des discriminations dans votre carrière professionnelle ?...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.tsa-algerie.com/2014/05/22/racisme-en-france-entretien-avec-bariza-khari-premiere-vice-presidente-du-senat-francais/>

NDLR : Dans un pays laïc une vice-présidente du SENAT qui se revendique « Française musulmane d'origine.... » c'est curieux. Non ?

5/ Le Sénateur LAKHDARI Mohamed, Larbi

Né le 1^{er} janvier 1899 à Biskra et décédé le 17 mars 1971 à Birmandreïs. Sénateur de Constantine de 1959 à 1962.



Biographie :

Après des études primaires et supérieures au lycée franco-musulman d'Alger, Mohammed LAKHDARI, diplômé de législation algérienne et breveté de langue arabe, travaille en qualité d'interprète au tribunal de Batna. Licencié en droit, il devient conseiller des affaires musulmanes, magistrat, juge d'instruction, avant d'exercer les fonctions de conseiller technique à la sous-préfecture d'Aïn-M'Lila, à partir de 1957. Entre temps, il a siégé au conseil municipal de Batna, de 1932 à 1936.

Le 31 mai 1959, il se présente aux élections sénatoriales sur la « liste d'Union pour la paix et le Plan de Constantine », dirigée par Chérif Benabyles. Les quatre candidats - Léopold Morel et Ahmed Bentchicou sont respectivement inscrits en 2^e et 4^e positions - sont élus au second tour, avec 257 voix sur 657 suffrages exprimés.

Au Palais du Luxembourg, Mohammed LAKHDARI est nommé membre de la commission des affaires sociales, et s'inscrit au groupe sénatorial de la Gauche démocratique. Il figure parmi les membres de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale en Algérie et assurant, par des mesures exceptionnelles, la promotion des Français musulmans. En 1960, il vote pour le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie.

Durant sa carrière sénatoriale, il ne dépose ni rapport, ni proposition de loi, mais prend la parole une fois en séance publique, lors de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1961. A cette occasion, il dénonce la violence qui règne en Algérie.

Suite à l'indépendance de l'Algérie, et à l'ordonnance n° 62-737 du 3 juillet 1962 mettant fin à son mandat, Mohammed Larbi LAKHDARI se retire de la vie publique. Il décède neuf ans plus tard, sur sa terre natale.

Il était chevalier de la Légion d'honneur.

6/ Polémique sur le musée de Montpellier : le maire met les points sur les i

http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jerome-cordelier/polemique-sur-le-musee-de-montpellier-le-maire-met-les-points-sur-les-i-23-05-2014-1827223_244.php

En cassant le chantier du musée de la France en Algérie, Philippe Saurel s'est attiré les foudres des milieux intellectuels. À tort ?



[Les travaux du musée de l'histoire de la France en Algérie, à Montpellier, ici en 2010. © PHOTOPQR/LE MIDI LIBRE]

L'abandon du projet de musée sur l'histoire de la France en Algérie n'en finit pas de faire des vagues dans les milieux intellectuels. Historiens et scientifiques reprochent au nouveau maire de Montpellier Philippe Saurel d'avoir passé à l'as ce grand chantier culturel ô combien symbolique, initié il y a dix ans par Georges Frêche, pour le remplacer par un centre d'art contemporain. Las, le dossier est plus complexe qu'il n'y paraît à première vue, notamment depuis Paris.

"À l'origine, souligne Philippe Saurel, il s'agissait d'un musée dédié à la présence française en Algérie et il a été transformé par un musée de l'histoire de la France et de l'Algérie, ce qui a fait perdre tout son sens au projet. D'ailleurs, celui-ci n'a pas été labellisé par la ministre de la Culture Aurélie Filippetti ni par son prédécesseur Frédéric Mitterrand." Facteur aggravant, l'édile considère que le dossier est pour le moins mal ficelé. "Nous l'avions voté à 6 millions d'euros il y a 12 ans, son coût est maintenant estimé à 23 millions, souligne Philippe Saurel. Il devait s'installer sur 700 mètres carrés, on en est à 4 000. Il devait soi-disant ouvrir bientôt, il reste deux ans de travaux... Et on prévoit une fréquentation de 5 visiteurs par jour, quand un centre d'art contemporain pourrait en attirer 800. À ce stade, ma décision est donc irréversible." D'autant que les réserves

du Frac (Fonds régional d'art contemporain) peuvent fournir des oeuvres à coûts moindres et que Philippe Saurel travaille à réactiver le partenariat que Georges Frêche avait signé avec le centre Pompidou pour le prêt d'oeuvres majeures.

Reste à savoir ce qu'en pensent les anciens d'Algérie et leurs descendants, très nombreux dans la région... "Mais il n'y a pas eu une seule critique de la part des associations de rapatriés et de harkis ! plaide le maire de Montpellier. Ils ont compris nos arguments. Et le **consul d'Algérie n'a jamais été associé au comité scientifique**. Cette polémique est alimentée par les milieux intellectuels parisiens !" Philippe Saurel compte soumettre prochainement son projet de centre d'art contemporain au vote de la communauté d'agglomération, dont il est aussi le nouveau président. L'établissement devrait prendre place dans le centre-ville de Montpellier entre la gare TGV et... la place de la Comédie, la grande agora à ciel ouvert de la métropole.

7/ A Montpellier, le maire enterre le Musée sur l'histoire de la France et de l'Algérie

(par Mathieu Dejean, *Les Inrocks*, le 23 mai 2014)

<http://ldh-toulon.net/Montpellier-l-impasse-memorielle.html>

Philippe Saurel, maire (DVG) et président de l'agglomération de Montpellier, a décidé de transformer le Musée sur l'Histoire de la France et de l'Algérie, qui devait ouvrir en 2015, en centre d'art contemporain. Le Conseil scientifique du Musée se mobilise contre cette décision.

Le gros œuvre était terminé, les vitrines achetées, 3000 pièces rassemblées, même les textes de l'exposition permanente étaient en cours d'écriture. Mais le Musée sur l'histoire de la France et de l'Algérie, qui devait ouvrir en 2015, ne verra vraisemblablement pas le jour à Montpellier. Philippe Saurel, ex-adjoint à la culture et nouveau maire (DVG) de la ville, droit dans ses bottes néo-fréchistes, a surpris tout le monde en annonçant à la presse locale, le 14 mai dernier, l'annulation du projet. Avant la tenue du Conseil communautaire du 19 mai, au cours duquel sa reconversion inopinée en espace d'art contemporain devait être votée, le Conseil scientifique du Musée s'est fendu d'une lettre ouverte à l'édile montpelliérain. D'éminents historiens tels que Marc Ferro (*"désolé de cet affront à l'intérêt national"*), Benjamin Stora, Jean-Robert Henry ou encore Sylvie Thénault y déplorent le triple "gâchis" (intellectuel, financier et politique) que représente cette décision.

"Dépasser les débats mémoriels qui traversent notre société"

Ce projet de Musée est un serpent de mer de la vie politique et culturelle montpelliéraine depuis que l'ancien maire, Georges Frêche, l'a formulé en 2002. Il a cependant considérablement évolué. *"Au début, il devait s'intituler 'Musée de l'œuvre française en Algérie', et il devait montrer l'influence 'positive' de la France en Algérie"*, relate le politologue François Buton, membre du Conseil scientifique de l'exposition inaugurale du Musée. *"Avant sa réorientation, le musée ne devait valoriser qu'une mémoire univoque, celle des rapatriés"*, se rappelle Jean-Robert Henry, président du conseil scientifique du musée. C'est loin d'être le cas désormais. Le Conseil scientifique défend une vision dépassionnée de cette histoire épineuse, arguant du fait qu'il faut *"dépasser les débats mémoriels qui travaillent notre société"*. La mort de Georges Frêche, en 2010, a précipité la transformation du projet. Des historiens auparavant réticents vis-à-vis d'un dispositif trop étroit se sont lancés bénévolement dans l'aventure, sous l'égide de l'ex-président de l'agglomération de Montpellier, Jean-Pierre Moure.

Alors que l'état du projet était avancé, la décision non concertée de Philippe Saurel a provoqué la consternation de ces chercheurs. Selon Jean-Robert Henry, 6 millions d'euros dépensés dans ce projet (au budget total de 22 millions d'euros) ne sont déjà plus récupérables. Ils ont servi à payer une société multimédia, et à acquérir les 3000 pièces qui devaient orner les 1500 mètres carrés d'exposition, le matériel muséologique et scénographique. La métamorphose du musée en espace d'art contemporain laisse sceptiques ces chercheurs, car elle impliquerait des surcoûts, et la région montpelliéraine dispose déjà d'espaces de ce type (la Frac, et La Panacée).

"Le projet n'avait plus rien à voir avec l'esprit de Georges Frêche"

Les causes de ce revirement demeurent mystérieuses, d'autant plus que sur son blog de campagne, il y a quelques mois, Philippe Saurel prenait position en faveur du Musée : *"J'y suis favorable. J'estime qu'en histoire, il n'y a rien de pire que le non-dit. Concernant le passé de la France en Algérie, il y a eu des heures sombres mais également des moments de gloire, les deux doivent y être décrits. Si cela est fait en toute objectivité, je pense qu'il s'agit de quelque chose d'utile et bénéfique..."* (cette citation est reprise dans la pétition que font circuler les membres du Conseil scientifique). La volte-face de l'édile montpelliérain serait due en partie au retard pris par les travaux d'aménagement de l'hôtel Montcalm, qui devait héberger le musée, à des contraintes budgétaires, et au fait que le nouveau maire s'est aussi engagé durant sa campagne à créer un espace dédié à l'art contemporain. Il s'agit en réalité d'un vieux projet, formulé par Georges Frêche en 2010, de construire *"un musée d'art contemporain sur le modèle de Bilbao"*.

Il semble donc que, pour se mettre dans les pas de son mentor, omniprésent en son temps sur le front culturel, Philippe Saurel ait décidé de sacrifier le Musée sur l'histoire de la France et de l'Algérie. La proximité du peintre Pierre Soulage, basé à Rodez, et avec lequel il pourrait entreprendre une collaboration, est à ajouter aux facteurs qui ont pu motiver ce choix. Pourtant, selon un acteur culturel de la ville qui a tenu à garder l'anonymat, Philippe Saurel, qu'il décrit comme *"un homme politique dans la lignée de Frêche, mais pas avec le même talent"*, est loin de cultiver un intérêt passionnel pour l'art contemporain.

La dimension explosive de la question de la colonisation et des mémoires de la guerre d'Algérie peut donc aussi expliquer cette décision. *"La France souffre d'une guerre des mémoires sur la question algérienne, explique François Buton. C'est*

potentiellement une bombe pour les hommes politiques. Philippe Saurel a-t-il voulu anticiper son explosion ? Il avait pourtant déclaré pendant la campagne qu'il n'y avait 'rien de pire que le non-dit sur ce sujet'. Pour Jean-Robert Henry, cette piste n'est pas non plus à exclure : "Le fait que, depuis la réorientation du projet, toutes les mémoires soient prises en compte, a peut-être dérangé. Le silence de la Maison des rapatriés de Montpellier est frappant, de même que celui du Cercle algérieniste". "Saurel a peut-être craint des critiques, car le projet n'avait plus rien à voir avec l'esprit de Georges Frêche, qui voulait lui donner une orientation nostalgique", confirme Sylvie Thénault, directrice de recherches au CNRS et membre du Conseil scientifique.

La "double colère" des "Français d'Algérie"

Ces craintes se révèlent fondées, car du côté des associations pieds-noirs, la grogne monte également. Pour Thierry Rolando, président du Cercle Algérieniste, l'"association culturelle des Français d'Algérie", la décision de Philippe Saurel n'est pas étonnante, "car ce projet est dû à Georges Frêche, et il n'est pas porté par la majorité actuelle de M. Saurel. C'est un secret de polichinelle". Elle suscite cependant dans la communauté pied-noir une "double colère" :

"D'une part, le maire n'a pas cru bon de nous associer à ce musée alors qu'il avait été promis aux Français d'Algérie, et que certains ont donné des pièces en croyant de bonne foi que notre histoire allait être traduite dans un musée. D'autre part, ce projet a été mis récemment entre les mains d'un conseil scientifique dont nous ignorons l'existence, composé d'historiens qui sont des idéologues très marqués politiquement, et qui avaient sans doute l'intention de mettre en place une scénographie à charge, manichéenne."

Ces allégations visent en particulier l'historien Benjamin Stora, dont le passé trotskyste depuis longtemps enfoui ne passe pas auprès de cette association, qui le soupçonne d'être proche du FLN. Sylvie Thénault réfute catégoriquement : "La force de ce projet c'était d'avoir réussi à s'extraire des polémiques, en mettant à distance ceux qui sont tentés par la nostalgie. En tant que professionnels, nous cherchons la neutralité et l'apaisement pour présenter les choses sereinement, de manière détachée des enjeux politiques".

"Montpellier est la seule ville qui pouvait porter ce projet"

Les membres du Conseil scientifique regrettent d'autant plus le naufrage de leur projet que, selon plusieurs d'entre eux, la proposition du maire d'héberger un musée similaire à Perpignan ou à Marseille n'est pas crédible. "Un Musée de ce type représente un défi dans le sud de la France, où la question de l'Algérie et de la colonisation est très épineuse", explique Sylvie Thénault. "Montpellier semble la seule ville du Sud de la France capable de porter ce projet, soutient François Buton. C'est une ville ancrée à gauche depuis 1977, qui devrait prêter attention à toutes les mémoires". L'ambiance est effectivement différente à Perpignan, où a été édifié en 2007 un mémorial des Français disparus en Algérie, ou à Aix-en-Provence, où la maire a inauguré en 2013 une stèle en l'honneur des "martyrs de l'Algérie française". La nostalgie domine.

"C'est une pétaudière, car tout le monde veut défendre sa vision de l'histoire de la présence française en Algérie, constate Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles. Parfois certains vont même jusqu'à contester la non-légitimité de la colonisation. Si toutes ces questions ne sont pas traitées en amont, si les acteurs ne sont pas suffisamment libres des pressions que certains groupes peuvent exercer, on arrive à une situation de blocage par excès de contradictions."

C'est donc avec amertume que Jean-Robert Henry attend le vote du prochain conseil de l'agglomération, qui devrait entériner la décision de Philippe Saurel : "Il aura du mal à faire passer cette reconversion en espace d'art contemporain sur la base de l'assassinat de ce musée d'histoire. Il illustre un rapport des hommes politiques locaux aux professionnels de la culture qui est déplorable". "L'art contemporain c'est très bien, reconnaît François Buton, mais c'était moins important politiquement et sociologiquement".

8/ Montpellier : l'abandon par le maire du Musée de la France en Algérie choque les chercheurs

(Par Vincent Noce, Libération, le 23 mai 2014)

<http://ldh-toulon.net/Montpellier-l-impasse-memorielle.html>

Philippe Saurel, le dissident socialiste qui a remporté la mairie de Montpellier et la présidence de l'agglomération, apparaît aussi déterminé que Georges Frêche. A peine élu, il se propose de liquider un héritage du potentat, disparu il y a quatre ans, en annonçant à la presse locale sa ferme intention de revenir sur le projet de Frêche d'un Musée de l'histoire de la France en Algérie. A un an de l'ouverture, cette révélation, sans consultation de l'équipe du musée ou même des élus, a déclenché une vive réaction des historiens, des deux bords de la Méditerranée, qui travaillent depuis plus de deux ans au programme. Dans le très bel hôtel particulier néoclassique en cours de restauration du marquis de Montcalm, au cœur de la cité, le maire préférerait installer un espace d'art contemporain. Il a emmené les journalistes sur le chantier pour montrer qu'il était « réversible ».

Indignée. Le centre d'art auquel il songe n'aurait pas de collection propre, mais pourrait profiter de conventions de prêts du musée Fabre de la ville, du Fonds régional d'art contemporain ou du centre Pompidou. Il pense aussi offrir une partie de ces espaces à Pierre Soulages, qu'il compte bien rencontrer lors de l'inauguration du musée Soulages à Rodez, le 30 mai.

Un « gâchis intellectuel, financier et politique »... Les dix-neuf historiens et chercheurs associés au Musée de l'histoire de la France en Algérie, dont Ahmed Djebbar, ancien ministre algérien de l'Education nationale, Marc Ferro, Benjamin Stora et

Jean-Robert Henry, lui ont envoyé une lettre ouverte indignée. Ils soulignent avoir voulu donner corps à une ambition intellectuelle concourant à « **un processus de réconciliation franco-algérien** », renforçant l'orientation méditerranéenne d'une ville jumelée depuis cinq ans avec Tlemcen, en Oranie. « **15 millions d'euros sur les 22 prévus au budget ont déjà été engagés** », rappellent les signataires. Trois millions sont prévus pour la muséographie, et la même somme a déjà été consacrée à une collection de 1 500 documents et un millier d'œuvres orientalistes et d'objets, dont la moitié aurait dû être exposée sur 1 500 m².

Le Louvre, le Quai-Branly, le musée des Armées ont été approchés pour des dépôts ou des expositions. Admettant la difficile genèse de l'entreprise, les chercheurs soulignent cependant la « **réorientation** » engagée depuis deux ans par une nouvelle équipe pour « **sortir d'un cadre mémoriel étroit** », en intégrant « **toutes les mémoires associées à cette histoire** ».

Opposés. Mal né, mal assumé, le chantier a en effet traîné des années. Entamés en 2010, les travaux étaient censés durer dix-huit mois. Ils ont beaucoup souffert des emportements de Frêche et de ses préoccupations électoralistes, dans une ville où une **cinquantaine de milliers de rapatriés d'Algérie se sont installés**. L'extrême gauche et les écologistes se sont opposés à un **monument qualifié de « colonialiste », voire de « fasciste »**. L'extrême droite et **les nostalgiques de l'Algérie française** ne veulent pas entendre parler d'un lieu qui aurait montré « **les bons et les mauvais côtés de la colonisation** », comme le définissait Frêche. Quant à l'ancienne présidence d'agglomération, dans l'attente des élections, elle a tout fait pour que personne n'en parle.

NDLR : Je suis toujours méfiant dès lors que la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) présente un article mémoriel, sur la colonisation en Algérie, car nous connaissons tous "l'intérêt hémiplogique" qu'elle nous porte; et aussi son éternelle rengaine sur la "nostalgérie" nous stigmatisant..

Aussi comment ne pas s'étonner, d'un crédo affirmé "*de neutralité et de détachement des enjeux politiques*". Ce refrain est systématiquement repris en chœur depuis 1962 ; ils sont tellement neutres qu'ils se réunissent entre eux, la criminologie du FLN est rarement mise en cause eu égard à un noble idéal. Comme si l'assassinat de femmes et d'enfants peut se justifier au nom d'une cause !

Et bien sûr les seuls coupables seraient en France avec les clichés habituels nous concernant...

De plus l'un prétend qu'il n'y a jamais eu de consul d'Algérie au sein du comité. Alors que le *Journal Libération* fait mention de la présence de l'ancien ministre algérien Ahmed DJEBBAR...Imaginons l'inverse avec un de nos augustes représentants. Quel tollé.

Mais il faut reconnaître que nos divisions ou nos scissions ne nous rendent pas service.

Le projet ne date pas d'aujourd'hui et j'imagine que nos compatriotes issus de la région de Montpellier étaient plus ou moins au courant de ce qui se tramait. Encore que nos "chapelles" cloisonnent beaucoup de choses, mais quand même...

Par ailleurs pour qu'il y ait un processus de réconciliation franco-algérien, il serait indispensable de procéder à une étude objective de la colonisation française en Algérie avec communication de toutes les archives, Algériennes et Françaises. Ainsi des historiens **NEUTRES**, des deux pays, les consulteraient et les étudieraient.

Mais, à ce jour aucune archive algérienne n'a pu être consultée. On y découvrirait, peut-être, des informations sur les massacres de l'après le 19 mars 1962 (date du cessez le feu), de milliers de personnes, tuées ou encore portées disparues, parmi nos compatriotes, harkis inclus ; sans parler de l'incitation par la terreur de quitter notre sol natal. Cela a un nom : la purification ethnique.

De plus l'hypothèse d'un petit détachement de l'armée algérienne au prochain défilé du 14 juillet à PARIS (lié au centenaire de la guerre de 14/18), correspondrait à exonérer de tout compte l'Algérie de ses responsabilités. Les massacres précités ont été commis en violation d'un cessez le feu dûment signé avec les Accords d'EVIAN. Cela ne manquera pas à rouvrir des blessures non cicatrisées si cette supputation est avérée.

9/ Communiqué de Monsieur Paul SOULEYRE

Je me permets de vous signaler la mise en ligne toute récente de mon site <http://voyage-oran.memoblog.fr/> qui évoque le regard d'un enfant de pieds-noirs (dont je suis, 1969) sur la découverte de ses racines oranaises. J'ai passé 10 jours à Oran en avril, après avoir pas mal travaillé sur la ville et tenu un blog que certains d'entre vous connaissent, et j'ai tenté de raconter en quelques textes ce que fut ma trajectoire pour en arriver là. Peut-être que certains d'entre vous seront intéressés de savoir comment un enfant de pieds-noirs perçoit le monde de ses parents.

BONNE JOURNEE A TOUS.

Jean-Claude Rosso

